



CPEPESC
Franche-Comté

COMMISSION DE PROTECTION DES EAUX

Association régionale agréée de protection de la nature et du patrimoine – 3, rue Beaugard 25000 Besançon
☎ 03.81.88.66.71. • Fax 03.81.80.52.40. • Mél franche-comte@cpepesc.org
Permanence le mercredi de 18 h à 21 h

Unité de méthanisation de Reugney : l'équivalent de 3 grosses porcheries industrielles (1) subventionnée par la Région (2).

Inacceptable en l'état

Le projet d'unité de méthanisation de Reugney situé sur le plateau d'Amancey représente une menace environnementale supplémentaire pour le bassin versant de la Loue, rivière déjà bien fragilisée. Sous couvert d'avancées écologiques (biogaz, « valorisation des lisiers ») cette installation agro-industrielle est d'autant plus dangereuse que le procédé prévu est déjà technologiquement obsolète.

Positif au plan énergétique, ce projet n'en constitue pas moins une aberration pour la sauvegarde de la qualité des eaux et des prairies. En effet, il prévoit l'épandage de produits plus nocifs, parce que beaucoup plus solubles et entraînés par les eaux (nitrates, phosphates) que les effluents agricoles traditionnels actuellement produits et épandus sur ce secteur du bassin versant de la Loue.

Cette objection est flagrante tant au niveau qualitatif (augmentation de l'entraînement dans le sol karstique de l'azote « méthanisé » par rapport à l'azote issu de fumier) que quantitatif (apport de matières fermentescibles non agricoles actuellement extérieures au bassin versant). Le dossier technique renferme d'ailleurs bien des lacunes à ce sujet. Fallait-il masquer certaines réalités ?

En l'état, le projet représente l'équivalent en pollution de 3 porcheries industrielles (telle que celle de Bolandoz ou de Septfontaines) sur un secteur très vulnérable ! Ce qui ne pourra que contribuer à apporter encore plus de nutriments dans la Loue et à y augmenter l'eutrophisation déjà galopante.

Pourtant des solutions alternatives développées chez nos voisins Suisses (et bientôt en Bretagne) existent pour concilier la protection des eaux et des prairies avec la production d'énergies renouvelables à partir de biogaz en exportant les excédents d'azote, après dessèchement, hors du bassin versant vers des zones déficitaires.

La CPEPESC s'interroge : Comment un tel projet, aussi imparfait et allant à l'encontre du développement durable et des critères de l'AOC Comté, peut-il être autorisé en l'état?

Et pourquoi bénéficie-t-il d'aides publiques de l'ADEME et surtout du Conseil Régional de Franche-Comté, dans un contexte où tout le monde prétend s'émouvoir du sort de la Loue?

La méthanisation consiste à produire du gaz (méthane et CO₂) par fermentation de matières organiques. Ce biogaz est transformé en électricité ce qui permet une production énergétique conséquente et intéressante car sans émission supplémentaire de CO₂. Le processus de méthanisation est possible à partir d'effluents agricoles (lisier, fumier) et nécessite l'apport de matières sèches (paille, déchets verts, graisses...) pour favoriser la fermentation. Après cette méthanisation on obtient un produit : le digestat. Ce résidu n'est en rien appauvri en matières organiques, chaque unité d'azote ou de phosphore méthanisée se retrouvant dans le digestat (3). **Il est l'équivalent, en charge de nutriments, d'un lisier de porc (4).**

L'azote du digestat se présente sous forme minérale à 80% contrairement au fumier de bovin à 80% sous forme organique. Cette différence est très importante : **Si l'azote organique est assez bien retenu par le sol et assimilé par les plantes de façon progressive, il n'en est pas de même pour l'azote minéral** (contenu en importance dans les lisiers, digestats de méthanisation ou nitrates de synthèse). **Très soluble, il est directement disponible pour les plantes, mais tout excès percole irrémédiablement en profondeur du fait de l'absence de fixation dans le sol.** Il rejoint ainsi les eaux souterraines et/ou superficielles.

Les conséquences sont doubles :

- Une pollution des eaux aggravée : Ici la Loue est particulièrement vulnérable puisque les infiltrations des zones d'épandages situées sur des plateaux karstiques, perméables en grand, aboutissent à la Loue. Une étude du conseil régional classe cette partie du bassin versant en zone à risque majeur de transfert des polluants vers les eaux souterraines sur 64% de sa surface agricole (5). Cette zone, selon cette même étude officielle est déjà caractérisée par un indicateur fort en charges polluantes.

- Ce type d'amendement industriel des sols provoque un appauvrissement de la richesse floristique des prairies : les graminées à croissance rapide prennent le dessus sur les fleurs ; le lait et le fromage obtenus sont alors de qualités gustative et nutritionnelle moindres (6). La qualité du Comté est donc en jeu. Il est aussi à souligner que les teneurs en azote minéral prévues à l'épandage sont contraires au cahier des charges de l'AOC Comté (7) alors que les exploitations sont productrices de lait destiné à cet usage...(8). Rien que sur ce point, il est bien étonnant que les collectivités locales soutiennent un tel projet.

Avec ce projet, la quantité totale d'azote épandue sur cette zone augmenterait de 20000 UN (Unités d'Azote) (9) soit plus du doublement par rapport aux apports antérieurs. Cette augmentation est due à la méthanisation des matières sèches qui sont importées de l'extérieur sur le bassin versant de la Loue. Cet apport supplémentaire correspond à celui de 2 porcheries industrielles (1). Il s'ajoute aux effluents antérieurs d'origine bovine (14000 UN = 1 porcherie industrielle) qui seront sous forme de lisier/digestat (azote minéral) et non plus sous forme de fumier (azote organique) pourtant bien moins néfaste. C'est donc bien l'équivalent de 3 porcheries qui risque de voir le jour avec la construction de cette unité de méthanisation.

Une surface d'épandage plus grande (330 ha versus 200 ha) et une limitation des intrants de synthèse sont les artifices utilisés par les promoteurs du projet (10) pour donner l'illusion d'un bilan azoté favorable. Pourtant cela nous paraît complètement faux.

D'abord, la quantité actuelle d'apports azotés organiques (73UN/ha) (11) est supérieure aux données de la Chambre d'agriculture pour ce secteur (12). Les données de la Chambre d'agriculture fournies au SAGE Haut-Doubs-Haute-Loue sont-elles volontairement optimistes ou les promoteurs du projet veulent-ils masquer une augmentation future des rejets de matières organiques en majorant les quantités d'effluents actuels ?

Si l'explication vient de la prise en compte initiale des effluents sur pâture alors pourquoi ne le sont-ils pas dans le bilan après projet ? De toutes façons le cheptel bovin étant stable les quantités d'effluents doivent l'être aussi ce qui n'est pas le cas dans ce dossier(13). Le différentiel est de 4000 UN d'azote!

Ensuite, l'apport de nitrates synthétiques sera limité mais non nul comme l'affirme les promoteurs (14). Cet apport supplémentaire n'est pas pris en compte dans le bilan final !... Le bilan azoté n'est finalement pas en faveur de la méthanisation.

Il faut surtout souligner que l'azote épandu le sera essentiellement sous sa forme minérale (comme le lisier de porc). Les promoteurs évitent soigneusement de le rappeler (11). La quantité d'azote minéral à l'hectare sera plus que doublée tout comme la quantité d'équivalents engrais

minéral (15). Le plan d'épandage prévoit, comme si cela ne suffisait pas, des quantités d'azote épandues à l'hectare de 50% supérieure à celle des plans d'épandage en place pour les porcheries industrielles du Haut-Doubs déjà bien délétères pour l'environnement (16). Ce type de fertilisation est néfaste à la qualité des sols, de l'eau et de la flore comme le souligne la DDT dans ce dossier (17) pourtant peu suspecte d'écologisme forcené.

De plus, cette exploitation passera d'un élevage sur paille à un élevage sur caillebotis (production de lisier comme les élevages porcins), symbole d'une mutation agricole dangereuse pour l'environnement et pour l'image et la qualité de nos produits du terroir. C'est en tout cas bien une double augmentation, quantitative et qualitative, qui menace cette zone en tête de bassin versant à un moment où on constate des taux de nitrates dans la Loue plus que doublés à Chenecey-Buillon en quelques années (de 3 à 8 mg/l).

Pour limiter les excès de matières organiques et ses conséquences environnementales néfastes (eutrophisation, pollution des captages d'eau potable...), des solutions existent comme celle de dessécher les digestats puis de les valoriser sous forme de compost **pour qu'il soit exporté hors du bassin versant** vers des jardineries ou vers des zones agricoles déficitaires en fertilisants organiques. C'est ce qui est développé juste de l'autre côté de la frontière, en Suisse, depuis plus de 10 ans.

En France des projets intéressants voient le jour comme celui actuellement en construction en Bretagne (18), trop longtemps sinistrée par les algues vertes. Notre région est-elle isolée au point de ne pas pouvoir s'inspirer d'expériences pourtant si proches ? Préfère-t-on continuer à financer le recouvrement de nos rivières par de la « salade » l'été ?

Pourquoi l'ADEME et le Conseil Régional subventionnent-ils une telle installation ? Certains élus régionaux se sont pourtant émus du sort réservé à la Loue. Ont-ils bien perçus tous les tenants et les aboutissants du problème ? N'ont-ils pas été abusés, comme l'ADEME, par la « peinture verte » du projet ? (19)

Quelle est la position du Conseil Général du Doubs qui met en place son Plan Loue ?

Quant aux services de l'état sont-ils incapables de dépasser le simple stade de l'application de règles d'épandage ? Ne peuvent-ils pas dans l'intérêt général et de la ressource en eaux refuser de donner le feu vert à des installations qui ne mettent pas en œuvre des technologies propres, modernes et écocompatibles, en un mot le développement durable ?

Le préfet du Doubs signera-t-il l'arrêté d'autorisation après avoir dans le même temps décidé d' « organiser le sauvetage de la Loue » ?

BIBLIOGRAPHIE :

1. Le digestat issu de la méthanisation est l'équivalent de lisier de porc (données CORPEN). Le projet de méthanisation de Reugney représente 34000UN sous forme de digestat. Les dernières porcheries industrielles autorisées dans le Haut-Doubs (Septfontaines, Laviron, Gilley et Bolandoz) représentent 10 à 15000 UN d'azote chacune pour 1500 à 2900 équivalents-animaux (données issues du Rapport de présentation en CODERST des différents projets).
2. Franche-Comté MAG Janvier-Février 2009 p10
3. Journées de l'INRA 1997 - Bilan de fonctionnement d'une unité de méthanisation de lisier de porc. R. COUDURE, J. CASTAING
4. CORPEN (Comité d'ORIENTATION pour des Pratiques agricoles respectueuses de l'ENvironnement qui dépend du ministère de l'agriculture)
5. GRAPE Franche-Comté 2006 « *Gestion de la matière organique en Franche-Comté. Une évaluation importante* ». Bassin versant Haute-Loue =zone U260 soit p20 : « *Bassins versants caractérisés par une forte sensibilité vis-à-vis des transferts vers les eaux souterraines et un indicateur fort de charges polluantes.* ». Voir aussi P25 et 28. Cette étude était financée avec le soutien du conseil régional.
6. Des études suisses et auvergnates ont montré le lien entre une augmentation des apports azotés et la baisse de la diversité floristique et de la qualité gustative des fromages
7. Cahier des charges AOP Comté 2008 p4. La fertilisation doit être limitée à 120UN d'azote total/ha dont 50 d'azote minéral.
8. Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation – GAEC de l'Aurore – Juillet 2009 - Résumé non technique p23
9. Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation – GAEC de l'Aurore – Juillet 2009 - Résumé non technique p6
10. Rapport de présentation en MISE du 4 juin 2010 - p11-12
11. Rapport de présentation en MISE du 4 juin 2010 - p12
12. Données Chambre d'Agriculture présentée en commission de travail du SAGE Haut-Doubs/Haute-Loue. Selon la chambre d'agriculture sur ce secteur 60 UGB (vaches laitières et génisses) produisent 2300 UN. GAEC de l'Aurore à Reugney = 193 UGB sur 202 ha épandables soit 7398UN avec 36,6UN/ha.
13. Effluents actuels du GAEC de l'Aurore : 14750Un azote (73UN/ha sur 202ha)et effluents futurs 11000UN (10540UN(lisier bovin)+260UN (50t de fumier)). Soit un différentiel de 4000Un. Données issues du Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation – GAEC de l'Aurore – Juillet 2009 - Résumé non technique p28
14. Rapport de présentation en MISE du 4 juin 2010 p6
15. La fertilisation raisonnée. Editions COMIFER. p248. 1UN d'azote de fumier de bovin = 0,10 à 0,15 éq engrais minéral. 1UN d'azote de lisier (ou digestat) = 0,6 à 0,7 éq engrais minéral.
16. Les porcheries de Laviron, Septfontaines, Gilley et Bolandoz ont des plans d'épandage de 68 à 78 UN/ha (données issues du Rapport de présentation en CODERST des différents projets) contre 103UN/ha pour la méthanisation de Reugney. De telles concentrations sont déjà néfastes pour l'environnement (entre autres p5 de www.eau-rhin-meuse.fr/tlch/plaquette/prairies2.pdf.)
17. Rapport de présentation en MISE du 4 juin 2010 p10
18. Unité de méthanisation Géotexia <http://www.geotexia.com/>. Projet soutenu par Eaux et Rivières de Bretagne, association fortement impliquée dans la protection de l'eau.
19. Franche-Comté MAG Janvier-Février 2009 p10 : On croit rêver en lisant : « *Le 'digestat' sera utilisé comme engrais à épandre sur nos terres. Il est de meilleure qualité et mieux assimilé par les plantes. On risque donc moins de polluer les nappes phréatiques. Outre les économies d'énergie réalisées, l'environnement est donc le grand gagnant.*